



Stratégie de coopération pour
le développement de la Suède avec
le Burkina Faso 2018-2022



1. Orientation

L'objectif de la politique suédoise de coopération internationale pour le développement est de créer les conditions qui permettent d'améliorer les conditions de vie de personnes vivant dans la pauvreté et l'oppression. La coopération pour le développement doit se fonder sur les principes d'efficacité de l'aide et du développement, ainsi que sur les nouveaux accords internationaux sur lesquels la communauté internationale s'est mise d'accord en 2015.¹

La coopération pour le développement entre la Suède et le Burkina Faso dans le cadre de cette stratégie doit contribuer à un plus grand respect des droits de l'homme, au développement des capacités institutionnelles, à une capacité de résilience accrue face aux crises et aux catastrophes, à un développement durable sur le plan environnemental et climatique et à l'amélioration des possibilités de la population à subvenir à ses besoins de manière durable. Cette stratégie correspond à la période 2018–2022 et à un montant total de 1 500 millions de couronnes suédoises.

¹ L'Agenda 2030 avec ses 17 objectifs globaux et ses 169 sous-objectifs pour le développement durable est intégré au programme de développement, tout comme le document final de la troisième Conférence internationale sur le développement (Programme d'action d'Addis-Abeba) et l'Accord de Paris sur le climat.

² Les activités relevant de cette stratégie sont financées conformément aux termes du poste de crédit n°9 de la lettre d'instruction de l'Agence internationale de développement (Asdi).

Son contenu doit contribuer à atteindre les objectifs suivants :

Droits de l'homme, démocratie, état de droit et égalité des sexes

- Renforcer le respect de la primauté du droit et l'accès à la justice
- Renforcer les institutions démocratiques et accroître la transparence et la capacité de l'administration publique
- Accroître le respect des droits humains, en particulier pour les femmes et les filles, et donner aux personnes vulnérables des possibilités élargies de jouir de leurs droits
- Renforcer les capacités de la société civile à œuvrer pour la transparence, la redevabilité et le respect accru des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit

Résilience, environnement, climat et énergie

- Améliorer les possibilités de chacun de subvenir durablement à ses besoins, l'accent étant mis sur les petites exploitations agricoles
- Améliorer la gestion et l'utilisation durable des ressources naturelles
- Accroître la production et l'accès aux énergies renouvelables durables
- Améliorer l'accès aux services publics de base et à la protection sociale

2. Le contexte national

Le Burkina Faso a vécu ces dernières années un véritable bouleversement. Les troubles politiques que le pays a connus en 2014-15 ont généré une transition démocratique, mais aussi des changements sur le plan de l'économie et de la sécurité. La mobilisation populaire et sa capacité d'obtenir d'abord la démission d'un dirigeant autoritaire, puis de repousser un coup d'Etat et enfin d'organiser une élection démocratique, apparaît comme un exemple pour d'autres pays africains. Plusieurs organisations issues de la société civile ont, avec le soutien de la Suède, joué un rôle important pour permettre à la démocratie de se maintenir au Burkina Faso et elles continueront probablement de le faire.

La pauvreté est très répandue au Burkina Faso et plus prononcée dans les zones rurales, où vivent 80% de la population et 90% des pauvres. Le pays dépend de l'aide internationale et d'emprunts. Le budget de l'Etat est financé à plus de 30% par l'aide internationale. En 2016, le gouvernement a adopté une stratégie nationale de développement

quinquennale (Plan National de Développement Economique et Social, PNDES) qui vise notamment à faire baisser la pauvreté et le chômage mais aussi à développer l'économie du pays. Le niveau d'éducation dans les zones rurales est particulièrement bas, en particulier chez les filles et les femmes. Dans les campagnes, moins de 10% des femmes peuvent lire. La croissance économique du pays a été affectée par la baisse des investissements et du commerce en raison de la récente instabilité politique et la détérioration de la situation en matière de sécurité dans le nord. Le Burkina Faso est une économie agricole où les petites exploitations sylvicoles et agricoles sont la principale source de revenus pour les ménages du pays. Cela rend le pays vulnérable aux changements climatiques qui prennent la forme d'une hausse des températures, de conditions météorologiques plus extrêmes et de précipitations de plus en plus imprévisibles. La pénurie d'eau est constante.

Souvent, la pauvreté, l'insécurité et les différentes crises affectent

particulièrement durement les femmes et les filles. Outre une discrimination de base résultant des normes et des traditions patriarcales, les femmes et les filles qui vivent au Burkina Faso n'ont souvent pas de pouvoir économique autonome et manquent des ressources nécessaires pour prévenir et gérer différents types de crises. Les filles sont retirées de l'école plus tôt que les garçons et sont mariées plus tôt. La violence physique et sexuelle et les mutilations génitales féminines restent encore aujourd'hui des problèmes majeurs dans la société burkinabé. Les femmes et les filles sont également touchées de façon particulièrement dure par les déficiences en matière d'accès à l'eau et à l'hygiène, dans la mesure où cela implique, entre autres, en ce qui les concerne, une sécurité moindre, une santé détériorée et une participation réduite aux activités économiques et à l'éducation.

La poursuite de la crise au Mali et l'existence de groupes islamistes violents affectent négativement la sécurité au Burkina Faso, dans le nord

surtout, mais aussi dans la capitale Ouagadougou. Le gouvernement a consacré des ressources considérables pour contrer cette tendance. Dans le même ordre d'idée, il a décidé de participer à la force commune des pays du G5 Sahel (Mali, Burkina Faso, Niger, Mauritanie et Tchad), mise en place pour lutter contre le terrorisme et le trafic dans les zones frontalières de la région du Sahel.

3. Activités

La coopération pour le développement entre la Suède et le Burkina Faso doit avoir à la fois comme point de départ et comme priorités de sa stratégie de développement, la question des droits et le point de vue des pauvres. Prioriser la question des droits signifie considérer que les droits humains et la démocratie sont fondamentaux pour le développement. Une telle approche implique que chaque action doit être précédée par l'identification des individus et des groupes discriminés, exclus ou marginalisés. Et ce afin que chacun, quel que soit son sexe, son âge, son handicap, son origine ethnique, sa religion ou ses croyances, son orientation sexuelle, son identité ou expression de genre, puisse jouir pleinement de ses droits. Le point de vue des pauvres sur le développement signifie que la situation, les besoins, les conditions préalables et les priorités des femmes, des hommes et des enfants pauvres doivent être le point de départ de la lutte contre la pauvreté et de la promotion d'un développement équitable et durable. La démocratie, les droits humains et l'égalité peuvent également être stimulés par un soutien à la culture.

L'aide suédoise pour le développement doit être durable sur le plan économique, social et environnemental. Elle doit également respecter l'égalité des sexes. Le fondement de cette coopération pour le développement est une vision d'ensemble des défis, des besoins et de la situation des individus et de la société. Le principe de base est que les conditions et les processus économiques, sociaux et environnementaux doivent être compris et gérés dans le cadre d'un contexte intégré. L'égalité entre les hommes et les femmes, l'autonomie des femmes et des filles et la possibilité de jouir de ses droits en tant qu'être humain sont à la fois une fin en soi, une condition préalable et un moyen de parvenir à un développement mondial durable. La violence et les conflits armés sont l'un des principaux obstacles au développement économique et social et la coopération pour le développement est une partie importante du travail de prévention des conflits. Une perspective environnementale et climatique, une perspective d'égalité des genres et une perspective de conflit doivent donc être

systématiquement intégrées à la coopération entre la Suède et le Burkina Faso. Une administration publique démocratique, légale, ouverte et efficace est une condition préalable à un développement environnemental, climatique, économique et social durable qui bénéficie à tous. La construction d'institutions publiques efficaces et transparentes au niveau central comme au niveau local et le renforcement des services publics en mettant l'accent sur les groupes les plus vulnérables constituent un thème général qui doit imprégner la coopération pour le développement durant toute la durée du programme. L'objectif est d'accroître la résilience et de réduire la pauvreté au sein de la société burkinabé mais aussi d'accroître la confiance de la population dans les institutions publiques.

Les propres priorités du Burkina Faso, formulées notamment dans le PNDES (Plan National de Développement Économique et Social), doivent être un point de départ essentiel pour la mise en œuvre du programme. Les principes convenus au niveau international en

matière d'efficacité des stratégies de développement seront appliqués à la coopération suédoise et adaptés au contexte spécifique. La Suède travaillera également pour une coordination cohérente et efficace de l'aide au Burkina Faso, notamment en participant activement à la coordination de l'aide de l'UE et à sa programmation conjointe. La responsabilité principale du développement du Burkina Faso repose sur le gouvernement du pays et sur d'autres acteurs nationaux. Cette responsabilité est envisagée dans une perspective à la fois large et inclusive qui, en plus d'acteurs publics, concerne notamment des parts pertinentes de la société civile. La coopération pour le développement doit mettre l'accent sur l'appropriation par les groupes cibles de leur propre développement, en partant du PNDES et d'autres documents pertinents.

L'orientation des actions est à la base du choix des partenaires et des formes de coopération. L'Asdi peut utiliser les partenaires et les formes de coopération qui contribuent le plus efficacement à l'obtention de résultats durables à long

terme. L'aide programmatique à long terme et les nouvelles formes de soutien basées sur la performance peuvent être combinées avec des actions stratégiques et accélératrices ainsi qu'avec des financements innovants. En matière de lutte contre la pauvreté, l'Asdi peut utiliser des formes d'aide similaires à l'appui budgétaire, par exemple là où des versements sont effectués après que les résultats convenus ont été atteints.

La coopération pour le développement avec le Burkina Faso doit avoir une perspective qui dépasse l'assistance et qui contribue à fonder les bases d'une réduction progressive de la dépendance du Burkina Faso vis-à-vis de l'aide internationale. Dans le cadre de la mise en œuvre de cette stratégie, la Suède s'efforcera donc d'accroître la mobilisation des ressources domestiques du Burkina Faso et de stimuler une coopération qui, à long terme, puisse se poursuivre sans financement de la coopération pour le développement. Les actions doivent être menées de manière à promouvoir la durabilité des résultats.

Les possibilités de trouver des synergies entre les domaines de performance sont bonnes et elles doivent être utilisées. Des synergies seront également recherchées avec des actions menées dans le cadre d'autres programmes, tels que la Stratégie suédoise pour la coopération pour le développement régional de l'Afrique subsaharienne. L'aide apportée par le biais d'organisations multilatérales, les multi-bi, devra être compatible avec les priorités suédoises et les méthodes utilisées dans la coopération avec ces organisations multilatérales. L'Asdi veillera au respect d'une vision holistique du soutien d'ensemble apporté par la Suède dans la mise en œuvre de la stratégie.

La coopération avec le Burkina Faso doit contribuer à développer des institutions publiques et des systèmes démocratiques efficaces pour permettre un développement durable sur le long terme. La coopération pour le développement entre la Suède et le Burkina Faso doit contribuer à renforcer la confiance en la démocratie et sa consolidation. La Suède aidera

également à renforcer les institutions et les réformes qui sont particulièrement importantes pour que les revenus du pays se traduisent par un développement général qui profite à toute la population et soient mobilisés, utilisés et rapportés de manière efficace et plus transparente. La coopération doit renforcer les institutions publiques dans une perspective de réduction des risques visant à accroître la résilience de la société. En outre, un soutien à un renforcement du rôle des fonctionnaires de l'état, à un accroissement de l'efficacité, de la transparence et de la responsabilité de l'administration publique et à la lutte anti-corruption peut contribuer à renforcer la confiance de la population dans les institutions publiques en général. Il est souhaitable que la décentralisation de la prise de décision soit soutenue. La Suède contribuera au renforcement de l'application des principes de santé et de droits en matière sexuelle et reproductive. Il est souhaitable que le travail préventif concernant la violence liée au sexe et les mutilations génitales féminines en fasse partie. La coopération pour le développement

doit contribuer au renforcement de la capacité de la société civile à assurer le respect et la promotion des droits de l'homme, y compris des droits sexuels et reproductifs. Une connaissance accrue des droits et obligations ainsi que la possibilité de redevabilité cause la responsabilité d'un individu ou d'une entité, en particulier par des personnes marginalisées dans la société, est centrale. La société civile joue un rôle important en continuant à contribuer au développement démocratique et en tant qu'acteur dans un processus de redevabilité. L'émergence de médias libres, indépendants qui mettent individus et organisations devant leurs responsabilités a également une grande importance. Au regard de leur vulnérabilité il est particulièrement justifié de mettre l'accent sur l'autonomisation des femmes et des filles et le renforcement de leur participation à la société, à l'éducation et à l'économie. En complément des services publics, un soutien suédois à la société civile peut contribuer à améliorer l'accès aux services et à la justice dans les zones rurales et pour les groupes vulnérables.

Une utilisation durable des terres et des forêts du Burkina Faso peut réduire les conséquences négatives du changement climatique et des catastrophes naturelles, contribuer à réduire la pauvreté, assurer la sécurité alimentaire et réduire ainsi le risque de crises humanitaires et de migrations forcées. L'administration publique, en particulier au niveau local, est un acteur clé dans ce travail. La Suède contribuera à renforcer les capacités de celle-ci en l'amenant vers une gestion durable, décentralisée et plus inclusive des ressources naturelles communes, par exemple en soutenant la gestion durable des ressources en eau. Cela devrait permettre d'augmenter les possibilités de renforcer la résilience des groupes vulnérables. En outre, la coopération pour le développement contribuera à renforcer la résilience aux impacts environnementaux ainsi qu'au changement climatique et aux catastrophes naturelles et à promouvoir la transition vers des cycles économes en ressources et non toxiques. Une gestion des ressources naturelles plus durable et inclusive peut renforcer la résilience aux crises et accroître la

productivité agricole. Des conditions de travail décentes sont également importantes dans ce contexte. Le soutien de la Suède devra contribuer à accroître la sécurité en matière sociale et à faire en sorte que les services de base, tels que la santé et l'éducation, soient améliorés et rendus plus équitables, plus accessibles aux plus pauvres et aux plus vulnérables. Un meilleur accès aux services publics de base renforce la confiance des citoyens dans l'État et renforce le contrat social, ce qui est un facteur important pour accroître la résilience aux chocs extérieurs, par exemple, au changement climatique. On peut estimer qu'un accès accru aux systèmes de sécurité sociale doit avoir le même effet, en particulier pour les personnes les plus vulnérables, notamment dans les zones rurales où vivent et travaillent 80% de la population et 90% des pauvres.

La coopération pour le développement devra également soutenir les capacités nationales et locales à se préparer à la gestion de situations d'urgence et de crises liées à des catastrophes naturelles et météorologiques récurrentes et à

d'éventuels conflits qui peuvent affecter négativement le Burkina Faso à travers une double perspective d'analyse de risque et de souci de durabilité. L'accent, là aussi, doit être mis sur les femmes et les filles, parce qu'elles sont des acteurs importants de l'économie et parce qu'elles constituent la majorité des travailleurs du secteur agricole, elles jouent un rôle clé pour assurer la sécurité alimentaire mais aussi du fait de leur propension à être victimes de discrimination dans la société. Il est souhaitable que le soutien apporté dans le domaine des ressources naturelles inclue l'eau, par exemple en approfondissant encore davantage le travail réussi sur les retenus d'eau. Il est, en outre, souhaitable que la Suède fournisse le soutien nécessaire pour améliorer l'offre et l'utilisation d'énergies renouvelables, lesquelles sont socialement, écologiquement et climatiquement durables.

Les formes de suivi sont tirées relèvent des lignes directrices définies par le gouvernement en matière de programmes de coopération. Des évaluations doivent être considérées

comme partie intégrante des processus de suivi et doivent donc être effectuées si nécessaire. Différentes méthodes de suivi des performances doivent être utilisées, incluant des données de performance tant qualitatives que quantitatives.



Ministère des affaires étrangères

103 33 Stockholm
government.se